

# Cabo Delgado : « Al Shabab/État islamique » et la crise en Afrique australe

By Chris Alden & Sérgio Chichava<sup>1</sup>

## Résumé

Cet article soutient que la crise de Cabo Delgado, bien que présentée sous l'angle de la rhétorique incendiaire de l'extrémisme religieux armé, trouve en réalité ses origines dans la négligence systémique et les inégalités régionales qui frappent cette partie nord « oubliée » du Mozambique. La ruée vers les ressources a entraîné un afflux de migrants économiques, stimulé la recherche de rentes par les élites aux côtés des multinationales et, par conséquent, marginalisé encore davantage les communautés locales. Dans ce contexte, le groupe mozambicain autoproclamé « Al Shabab », tel qu'il a été initialement dénommé, et la répression inepte du gouvernement au nom de la sécurité, ont préparé le terrain pour que les griefs localisés se transforment en problèmes structurels de longue date. Sans une réponse forte et coordonnée aux niveaux national, régional et international, cette crise continue de menacer la stabilité du Mozambique et risque de déborder sur les pays voisins.

## Introduction

Le 5 octobre 2017, un groupe armé a attaqué trois postes de police dans la ville frontalière de Mocímboa da Praia, dans la province mozambicaine reculée de Cabo Delgado. Au cours de l'année suivante, cinquante autres attaques ont ciblé des postes de police et autres administrations dans les districts du nord du pays. Le 22 février 2019, des insurgés extrémistes religieux ont ouvert un nouveau front en attaquant un convoi d'employés d'Anadarko près de la

ville de Palma (au nord du pays), où se trouve le siège du projet de gaz naturel offshore. Et, après une interruption entre la fin de l'année 2020 et les deux premiers mois de l'année 2021, les insurgés ont lancé une nouvelle attaque brutale contre Palma, le 24 mars 2021, assiégeant la ville pendant deux jours et tuant un nombre non encore confirmé de locaux et de ressortissants étrangers. Au total, plus de 2.000 victimes ont été attribuées depuis octobre 2017 à l'insurrection, dont de nombreux civils

1. Cet article s'inspire d'une note de synthèse publiée par l'Institut sud-africain des affaires internationales en octobre 2020.

pris dans des échanges de tirs<sup>2</sup>.

Ces troubles qui ont éclaté à Cabo Delgado ont attiré l'attention des médias lorsque les auteurs ont commencé à revendiquer des liens avec l'État islamique (EI) un an plus tard, lesquels ont été publiquement reconnus par l'EI mi-2019. L'affirmation du gouvernement mozambicain selon laquelle ces actes de violence épars seraient la preuve de la présence de forces extrémistes a temporairement attisé les craintes internationales d'un nouveau front semblable à celui de l'État islamique en Afrique. Un examen plus approfondi a remis en question cette première interprétation de « l'insurrection », mais la ténacité des jeunes hommes semant la violence dans les petites villes provinciales et le fait qu'ils brandissent ostensiblement les symboles du radicalisme islamiste laissent penser le contraire.

Pour de nombreux observateurs, l'insurrection semble avoir surgi de nulle part. En fait, les conditions de la rébellion étaient réunies depuis un certain temps déjà. La pauvreté endémique et le manque d'attention du gouvernement central ont alimenté le mécontentement, alors que la découverte de pierres précieuses et de gisements de gaz naturel, accompagnée d'une ruée des élites et des ressortissants étrangers pour consolider leurs intérêts, a accentué la marginalisation de la population locale. Pour résumer, les preuves tangibles de l'impact positif de la croissance induite par les ressources naturelles sur les moyens de subsistance des communautés locales sont minces. Si l'on ajoute à cela les destructions causées par les insurgés motivés par des considérations religieuses, la situation menace la viabilité de ces mêmes communautés, les intérêts commerciaux plus généraux et, en définitive, la stabilité politique de la région. Ces conditions, similaires à celles que l'on trouve dans des États d'Afrique de l'Ouest comme le Nigeria, notamment la pauvreté endémique, la marginalisation régionale ou ethnique et une gouvernance inefficace ou corrompue, ont finalement constitué un terrain fertile

pour le recrutement de militants<sup>3</sup>.

Cet article soutient que la crise de Cabo Delgado, bien que présentée sous l'angle de la rhétorique incendiaire de l'extrémisme religieux armé, trouve en réalité ses origines dans la négligence systémique et les inégalités régionales qui frappent cette partie nord « oubliée » du Mozambique. La ruée vers les ressources a entraîné un afflux de migrants économiques, stimulé la recherche de rentes par les élites auprès des multinationales et, par conséquent, marginalisé encore davantage les communautés locales. Dans ce contexte, l'organisation mozambicaine autoproclamée « Al Shabab », telle qu'elle a initialement été dénommée, et la répression inepte du gouvernement au nom de la sécurité, ont préparé le terrain pour que les griefs localisés se transforment en problèmes structurels de longue date. Ce n'est qu'au cours des derniers mois que nous observons le début d'une réponse nationale, régionale et internationale coordonnée à la crise.

## Cabo Delgado et les graines de la crise

Située dans la partie la plus septentrionale du long littoral du Mozambique, la province de Cabo Delgado a été modelée par les réseaux commerciaux de l'océan Indien qui remontent au IX<sup>ème</sup> siècle et, avec eux, par la propagation de l'islam le long de ce qui est devenu par la suite la côte swahilie<sup>4</sup>. Sous suzeraineté portugaise depuis le XVI<sup>ème</sup> siècle, Cabo Delgado a joué un rôle emblématique dans la lutte anticoloniale, les Makondés du plateau de Mueda de la province constituant la base de la guérilla du Frelimo dans les années 1960<sup>5</sup>. L'indépendance du Mozambique, en 1975, n'a cependant pas été accompagnée des améliorations économiques escomptées et la population, majoritairement rurale, de Cabo Delgado a été prise dans la guerre civile entre le gouvernement Frelimo et les insurgés Renamo, jusqu'à l'accord de paix signé en 1992. Malgré son soutien

2. Lisa Schlein, 2021, Mozambique's Humanitarian Crisis in Cabo Delgado Has Displaced 700,000, DW, [3. Freedom Onuoha \(2014\) 'Why do youth join Boko Haram?' Special Report, Washington DC: US Institute of Peace, pp. 1-12; Olalekan Babatunde \(2018\) 'The Recruitment Mode of the Boko Haram Terrorist Group in Nigeria', Peace Review 30:3, pp. 382-389; Suranjan Weeraratne \(2017\) 'Theorising the Expansion of the Boko Haram Insurgency in Nigeria', Journal of Terrorism and Political Violence 29:4, pp. 610-634.](https://www.voanews.com/africa/mozambique-humanitarian-crisis-cabo-delgado-has-displaced-700000#:~:text=More%20than%202%2C000%20people%20have,incl%20children%2C%22%20she%20said; Declan Walsh and Eric Schmitt, 2021, 'American soldiers help Mozambique battle an expanding ISIS affiliate', New York Times 15 March, www.nytimes.com/2021/03/15/world/africa/mozambique-american-troops-isis-insurgency.html</a></p>
</div>
<div data-bbox=)

4. Voir Edward Alpers (2009) East Africa and the Indian Ocean (Princeton: Markus Wiener).

5. Voir Martin Newitt (1995) A History of Mozambique (London: Hurst).

régulier au Frelimo lors des élections nationales à partir de 1994, la province n'a pas non plus connu de croissance économique, d'augmentation du revenu par habitant et de boom des investissements comme cela a été le cas à Maputo et dans les régions avoisinantes du sud du pays<sup>6</sup>. Même l'élection en 2014, de Filipe Nyusi, premier président du pays d'origine Makondé, n'a pas apporté de changement visible.

La pauvreté sévit au sein de la population et Cabo Delgado est la deuxième province la plus pauvre du Mozambique<sup>7</sup>. L'agriculture de subsistance étant la principale source de revenus de la grande majorité de la population et, compte tenu du peu d'opportunités en dehors de ce secteur, l'activité non agricole tend à se concentrer sur l'exploitation des ressources. L'exportation de produits forestiers, y compris l'exploitation légale et illégale, se fait avec la complicité des responsables locaux du parti Frelimo<sup>8</sup>. Depuis leur découverte en 2009, des pierres précieuses, notamment des rubis de grande qualité, sont exploitées dans le district de Montepuez par des mineurs artisanaux ou garimpeiros. Leur mise à l'écart progressive par une joint-venture entre la société minière de l'ancien gouverneur Frelimo de Cabo Delgado et une filiale de Gemfields en 2012 a conduit au délogement de centaines de familles locales de leurs terres et à l'expulsion de garimpeiros étrangers (dont de nombreux Tanzaniens)<sup>9</sup>. À partir de 2017, quelques mois à peine avant l'attaque de Mocímboa da Praia, une brutale campagne perpétrée par une milice armée de machettes a été lancée contre les populations locales qui refusaient de quitter les terres revendiquées par la compagnie minière. Comble de malheur pour les garimpeiros chassés de la région, la police corrompue leur volait régulièrement leurs pierres précieuses<sup>10</sup>.

À cette activité s'est ajouté un commerce croissant de produits de la faune sauvage, en particulier l'ivoire, le

pangolin et, sur la côte elle-même, de produits de la flore marine. Profitant du redéploiement de la police provinciale qui était chargée de mettre un terme à l'exploitation forestière illégale et au braconnage à la protection des mines de rubis, un groupe restreint mais croissant de locaux a commencé à collaborer avec des réseaux criminels pour exploiter les ressources et les exporter vers les marchés asiatiques. Certains de ces réseaux commerciaux sont reliés à des dhows qui transportent de l'héroïne du Pakistan et de l'Afghanistan vers les marchés européens via le Mozambique<sup>11</sup>.

À l'infortune de la province se sont ajoutées les catastrophes naturelles, avec des cyclones qui se sont succédé en 2019 et leur lot de destruction des villes et villages de Cabo Delgado jusque dans l'intérieur du pays<sup>12</sup>. Les personnes déplacées, plus de 100.000 au total, se sont retrouvées sans aucun moyen pour assurer ne serait-ce que leur subsistance.

Au-delà de tous ces facteurs, la découverte de gisements de gaz naturel offshore en 2010 a offert la promesse d'une prospérité sans précédent pour cette région négligée et de revenus importants pour le gouvernement national. Si les attentes locales étaient élevées, la réalité de l'exploitation et de l'afflux de migrants internes espérant bénéficier au plus vite du boom des hydrocarbures était différente<sup>13</sup>. Comme dans le cas des mines de rubis, les communautés locales ont été ignorées ; cela s'est avéré particulièrement vrai pour les Mwani, une population musulmane côtière déjà marginalisée, dont l'antagonisme historique avec les Makondé, majoritairement chrétiens, renforcerait les divisions, comme l'a montré la destruction de la mission chrétienne de Nangololo en novembre 2020. Et bien que des personnes d'origine Mwani fassent partie des insurgés, il semble que des Makondés plus jeunes les rejoignent également, ce qui jette un doute sur les interprétations sur la pertinence de l'ethnicité comme source de conflit. Des soupçons de corruption de la part de hauts responsables du parti au pouvoir ont également alimenté le mécontentement local, à un moment où les

6. UNDP 2013. Gender, women and HD: an agenda for the future, [http://hdr.undp.org/sites/default/files/mozambique\\_2001\\_en.pdf](http://hdr.undp.org/sites/default/files/mozambique_2001_en.pdf)

7. Jerry Maquenzi and João Feijó (2019) 'Pobreza, desigualdades e Conflitos no Norte de Cabo Delgado', Observador Rural – Documento de Trabalho 76, Julho, pp. 4-6, <https://clubofmozambique.com/wp-content/uploads/2019/07/OR-76-Conflitualidade-em-Cabo-Delgado.pdf>

8. Environmental Investigation Agency (2013) First Class Connections: log smuggling, illegal logging and corruption in Mozambique (London: EIA), pp. 1-16.

9. Estácio Valoi (2016) 'The Blood Rubies of Montepuez', Foreign Policy, <https://foreignpolicy.com/2016/05/03/the-blood-rubies-of-montepuez-mozambique-gemfields-illegal-mining/>

10. Sérgio Chichava, Who's the enemy behind the attacks to Cabo Delgado? Some hypothesis of the Mozambican government, [https://www.iiese.ac.mz/wp-content/uploads/2020/04/ideias-127e\\_SC.pdf](https://www.iiese.ac.mz/wp-content/uploads/2020/04/ideias-127e_SC.pdf); Sérgio Chichava, Did Frelimo create "Al Shabab"? An analysis of the 15 October 2019 elections from Cabo Delgado (à venir).

11. Simone Haysom, Peter Gastrow and Mark Shaw (2018) 'The Heroin Coast: a political economy along the eastern African seaboard', 4ème édition, juin, Initiative mondiale contre la criminalité transnationale organisée, <https://globalinitiative.net/wp-content/uploads/2018/07/2018-06-27-research-paper-heroin-coast-pdf.pdf>.

12. Site web du Bureau des Nations unies pour la coordination des affaires humanitaires, <https://www.unocha.org/southern-and-eastern-africa-rosea/cyclones-idai-and-kenneth>

13. Interview de João Feijó, 26 July 2019, dans Club of Mozambique, <https://clubofmozambique.com/news/cabo-delgado-study-points-to-poverty-as-cause-of-armed-attacks-137869/>

revenus dans la partie septentrionale du Mozambique chutaient systématiquement<sup>14</sup>. Les multinationales, dont Anadarko et ENI, ont créé des emplois dans le cadre de leurs projets d'infrastructure, mais ces opportunités sont loin de répondre aux besoins et aux attentes des communautés locales.

## Des « Al Shabab » à « l'État Islamique »

Les conceptions de la modernité, du nationalisme arabe et du traditionalisme se sont historiquement disputé les places dans ces sociétés de négoce syncrétiques de la côte swahilie d'Afrique orientale et australe<sup>15</sup>. C'est sur ce terrain fertile qu'ont émergé les « Al Shabab » du Mozambique, en lien avec un religieux kényan radical, Aboud Rogo Mohammed, et ses partisans. L'assassinat, le 27 août 2012, de ce dernier a inspiré des jours d'émeutes à Mombasa.

Ansar al-Sunna ou Ahlu Sunna Wal Jammaa (traduit librement par « membres de la communauté Sunna ») est le nom officiellement utilisé par les militants islamistes opérant dans le nord du Mozambique. Leurs origines sont liées à ce que certains locaux pensaient être une secte opérant à Cabo Delgado depuis 2015, si ce n'est plus tôt, qui serait également influencée par Aboud Rogo Mohammed<sup>16</sup>. Dans la province de Cabo Delgado, les différends avec les organismes musulmans locaux et les représentants de la loi, qui s'opposaient aux efforts de la secte pour imposer une interprétation stricte de la charia dans les villes, se sont soldés par des affrontements de plus en plus violents et l'arrestation de membres de la secte<sup>17</sup>.

14. Jerry Maquenzi et João Feijó (2019) 'Pobreza, desigualdades e conflitos no Norte de Cabo Delgado', Observatório Rural – Documento do Trabalho 76, Julho, <https://clubofmozambique.com/wp-content/uploads/2019/07/OR-76-Conflitualidade-em-Cabo-Delgado.pdf>

15. Voir, par exemple, Nathaniel Mathews (2013) 'Imagining Arab Communities: colonialism, Islamic reform and Arab identity in Mombasa, Kenya, 1897-1933', *Islamic Africa* 4:2, pp. 135-163.

16. Sérgio Chichava (2020) 'The First Signs of "Al Shabab" in Cabo Delgado: some stories from Macomia and Ancuabe', IESE, Maputo, [https://www.iese.ac.mz/wp-content/uploads/2020/05/ideias-129e\\_SC.pdf](https://www.iese.ac.mz/wp-content/uploads/2020/05/ideias-129e_SC.pdf); Eric Morier-Genoud (2020) 'The Jihadi Insurgency in Mozambique: origins, nature and beginning' *Journal of Eastern African Studies* 14:3, pp. 396-412.

17. Eric Morier-Genoud (2020) 'The Jihadi Insurgency in Mozambique: origins, nature and beginning' *Journal of Eastern African Studies* 14:3, pp. 404-405.

### Tableau 1 : Quelques principes défendus par « Al Shabab »

**Rejet de l'éducation laïque au profit de l'éducation religieuse islamique ;**

**port obligatoire du voile islamique, couvrant le visage et ne laissant apparaître que les yeux ;**

**interdiction d'utiliser et de posséder des documents d'identité civils ;**

**ne pas saluer les chefs d'État ;**

**ne pas participer aux événements nationaux ;**

**interdiction de la vente et de la consommation d'alcool.**

Source : Sérgio Chichava, The first signs of Al Shabab in Cabo Delgado: Some Stories from Macomia and Ancuabe, IDEIAS 129e, [https://www.iese.ac.mz/wp-content/uploads/2020/05/ideias-129e\\_SC.pdf](https://www.iese.ac.mz/wp-content/uploads/2020/05/ideias-129e_SC.pdf)

Bien qu'elle soit contestée, la répression menée par la police tanzanienne contre les partisans d'Aboud Rogo Mohammed à Mtwara (juste au nord de la frontière mozambicaine) début 2017 a conduit à plus d'une centaine d'arrestations<sup>18</sup>. Il semblerait que certains des Tanzaniens ayant échappé à l'arrestation en passant au Mozambique aient rejoint « Al Shabab », tout comme les Ougandais victimes d'une opération de police similaire visant la mosquée Usaafi à Kampala<sup>19</sup>. La présence d'anciens garimpeiros de Tanzanie a également été constatée parmi les partisans d'Al Shabab.

Le schéma de destruction mis en place par les insurgés extrémistes islamistes depuis le début des violences en octobre 2017 s'est concentré sur les bâtiments gouvernementaux, notamment les bureaux de district, les écoles et les centres de santé. Ainsi, le ciblage des dispensaires publics de la province a poussé à la fermeture (ou à l'abandon) de 37 d'entre eux sur 130 dans les districts

18. Jules Duhamel sur Twitter, @julesdhl, 3 mars 2019 ; également disponible à l'adresse suivante : <https://www.acaps.org/country/mozambique/crisis/violent-insurgency-in-cabo-delgado>

19. A Bagala, (2019) 'Police want Usaafi mosque imam, five others extradited'. Daily Monitor. [En ligne] Disponible à l'adresse suivante : <https://www.monitor.co.ug/News/National/Police-Usaafi-mosque-imam-five-extradited-Mozambique/688334-4957372-sb7ajhz/index.html> [consultado a 16 de Junho de 2020]. See Sérgio Chichava: Ugandenses e Tanzanianos do "Al Shabab": um olhar à dimensão internacional do conflito em Cabo Delgado, in Salvador Forquilha (Ed), *Desafios Para Mocambique 2020*, IESE, Maputo (à venir).

de Mocímboa da Praia, Quissanga, Meluco et Macomia, privant ainsi de tout accès aux services de santé publique quelques 750.000 Mozambicains<sup>20</sup>. Lors des élections de 2019, des attaques ont perturbé l'inscription des électeurs et le vote dans la province de Cabo Delgado, en particulier dans certaines parties des districts de Mocímboa da Praia, Palma, Macomia et Meluco. Selon la Commission électorale nationale du Mozambique, 10 bureaux de vote n'ont pas pu ouvrir en raison du conflit, privant 5.400 personnes de leur droit de vote dans les districts de Macomia, Mocímboa da Praia et Muidumbe, sur un total de 1.185.024 électeurs inscrits dans la province. De même, les campagnes électorales des partis politiques se sont concentrées dans les capitales des districts et ont eu lieu sous escorte militaire<sup>21</sup>.

Les estimations du nombre d'insurgés varient considérablement, certains suggérant un noyau de 200 membres alors que d'autres pensent qu'il y en a quatre fois plus<sup>22</sup>. Les éléments factuels donnent à penser que les membres sont en partie recrutés moyennant des offres d'argent et de crédit, et que ceux qui faillent sont exécutés par décapitation<sup>23</sup>. Jusqu'à présent, « Al-Shabaab » s'est abstenu de la publicité habituelle qui consiste à diffuser des déclarations après des attaques violentes, prêtant un air de mystère et même de confusion quant à leur but. Cela étant, les sources sur les médias sociaux d'Al-Shabaab ont affirmé que ces actions s'inscrivaient dans le cadre de leurs opérations, comme cela a été clairement souligné pendant l'occupation temporaire de Mocímboa da Praia et de Quissanga les 23 et 24 mars 2020, lorsque les insurgés ont hissé le drapeau noir de l'État islamique<sup>24</sup>. La reconnaissance par l'EI du groupe mozambicain Al-Shabaab, qu'il appelle ses « soldats du califat » de la province de l'État islamique en Afrique centrale (ISCAP ou Wilaya d'Afrique de l'Ouest), une région qui englobe le Mozambique et la République démocratique du Congo, vient étayer cette affirmation.

20. ACAPS (2020) 'Violent Insurgency in Cabo Delgado', 16 July, <https://www.acaps.org/country/mozambique/crisis/violent-insurgency-in-cabo-delgado>

21. Sérgio Chichava, Did Frelimo create Al Shabab. An analysis of the 15 October 2019 elections from Cabo Delgado (Forthcoming).

22. Yonas Dembele (2020) Mozambique: Islamic Insurgency: in-depth analysis of Ahl Sunnah wa al-Jama'ah (ASWJ), World Watch Research, July, p. 7.

23. Joseph Hanlon (2018) 'Islamists recruited by filling the development gap with jobs and loans – but some beheaded for defaulting', Mozambique News, 10 décembre.

24. BBC News, 'Mozambique: Is Cabo Delgado the latest Islamic State outpost?' 5 mai 2020, <https://www.bbc.co.uk/news/world-africa-52532741>

Tous ces éléments ont contribué à la décision du gouvernement américain d'inscrire Al-Shabaab sur la liste des organisations affiliées à l'État islamique en mars 2021<sup>25</sup>. Paradoxalement, cette inscription officielle sur la liste de surveillance du terrorisme de Washington a peut-être, par inadvertance, renforcé le profil international du groupe et même facilité ses recrutements.

La police et les forces de sécurité officielles, déjà présentes à Montepuez et chargées de la protection des intérêts commerciaux et de l'expulsion forcée des agriculteurs et des mineurs artisanaux locaux, se sont installées dans la région<sup>26</sup>. Les sources de revenus des militants ne sont pas claires, mais il se pourrait qu'elles aient bénéficié de l'exploitation de ressources naturelles comme l'exploitation minière illégale, le commerce de l'ivoire et même le trafic de drogue. Malgré de nombreuses escarmouches avec les militants, les forces de sécurité ne sont pas parvenues à juguler l'insurrection nomade. Des instruments légaux et quasi-légaux ont été utilisés, comme les détentions et les disparitions, pendant que les forces de sécurité investissaient la région côtière<sup>27</sup>. Des décennies de négligence et de manque d'investissement dans les forces armées depuis la fin de la guerre civile avec le Renamo en 1992 lui ont fait perdre la capacité de mener des opérations relativement complexes<sup>28</sup>. Qui plus est, les forces armées mozambicaines sont victimes de fuites constantes d'informations de la part de soldats démotivés, en termes de conditions logistiques sur le terrain et de salaires, et l'on pense même qu'elles ont été infiltrées par des éléments radicaux coopérant avec l'insurrection.

Au-delà des forces gouvernementales, et après l'attaque d'Anadarko en février 2019, des sociétés de sécurité privées ont été recrutées par des multinationales pour protéger leurs employés et leurs intérêts. La société de

25. State Department Terrorist Designations of ISIS Affiliates and Leaders in the Democratic Republic of the Congo and Mozambique - United States Department of State

26. Estácio Valoi (2016) 'The Blood Rubies of Montepuez', Foreign Policy, <https://foreignpolicy.com/2016/05/03/the-blood-rubies-of-montepuez-mozambique-gemfields-illegal-mining/>

27. Rapport mondial de Human Rights Watch (2019), <https://www.hrw.org/world-report/2019/country-chapters/mozambique>

28. Comme l'a souligné Hanlon en 2010, depuis la fin de la guerre, le Mozambique « n'a maintenu qu'une petite armée, en grande partie inefficace, et un minuscule budget militaire ». Hanlon, J. 'Mozambique: the war ended 17 years ago, but we are still poor', Conflict, Security & Development, 10:1, 77-102. En 2013, Defense Web a déclaré que la plupart des équipements de l'armée mozambicaine étaient inutilisables et que son armée de l'air et sa marine étaient en piteux état. miners or prohibiting their activity, the government must find a way to . The case of rubies in Montepuez shows it clearly. th

sécurité russe Wagner Group a toutefois fui après une attaque en mars 2020 et, semble-t-il, des pertes de personnel aux mains des insurgés ainsi que des différends avec l'armée mozambicaine.<sup>29</sup> Elle a été remplacée par une société de sécurité sud-africaine, Dyck Advisory Group (DAG), qui a réussi à faire reculer l'insurrection et à stabiliser temporairement la situation au début du mois d'avril 2020. D'aucuns ont toutefois remis en question la capacité de DAG à affronter les moyens et la sophistication croissants des insurgés, ainsi que leurs méthodes, qui ont fait des victimes parmi les populations civiles<sup>30</sup>. Les violences ont continué à sévir dans la région, faisant passer le nombre de personnes déplacées de 110.400, en mars 2020, à près de 530.000, en novembre 2020, soulignant la nécessité d'une coordination plus étroite avec les forces de sécurité mozambicaines et les actions au niveau régional.

## Crise, paralysie et action : L'action a-t-elle été menée à temps ? Trop peu ? trop tard ?

Bien que la crise à Cabo Delgado menace de se propager dans les provinces et les États voisins, la réponse a été étonnamment discrète dans toute la région jusqu'à très récemment<sup>31</sup>. Les architectes habituels de l'intervention au Mozambique dans le passé, le Zimbabwe et l'Afrique du Sud, étaient eux-mêmes préoccupés par leurs propres crises politiques intérieures exacerbées par la survenue de la pandémie de COVID-19. Les intérêts propres de la Tanzanie dans le bassin du delta de Rovuma, à la fois directement dans les hydrocarbures offshore et par la proximité de ses communautés swahilies nomades, plaident certainement pour qu'elle joue un rôle clé dans la lutte contre l'instabilité chez le voisin mozambicain. La Tanzanie a elle aussi été lente à agir, sans doute en raison de la violente expulsion de ses ressortissants de Montepuez. Elle n'a déployé ses troupes à la frontière que pour limiter tout débordement. Les dangers auxquels sont exposées

les autorités tanzaniennes sont apparus clairement en octobre 2020, avec l'attaque par les insurgés de la ville frontalière de Kitaya et le meurtre de civils.

En juin 2020, l'indifférence régionale semblait toutefois évoluer et des discussions semblaient avoir lieu sur une intervention coordonnée de la SADC<sup>32</sup>. Compte tenu de la réticence du président Nyusi à reconnaître la crise à Cabo Delgado, peut-être en raison des implications de l'invocation de clauses juridiques pour déclencher l'intervention de la SADC, la question a été écartée de l'ordre du jour des sommets de la SADC jusqu'en novembre 2020<sup>33</sup>. Les réunions de la SADC en mai et août 2020 ont donné lieu à des déclarations sur l'insurrection qui sont restées sans suite. Toutefois, à la suite des violences perpétrées contre des entreprises étrangères et leurs employés, auxquelles se sont ajoutées de nouvelles attaques dans le sud de la Tanzanie en octobre et les avancées des insurgés dans Cabo Delgado, la situation ne pouvait plus être ignorée. La SADC a convoqué un sommet extraordinaire au Botswana fin novembre 2020, auquel ont participé de hauts responsables du Mozambique, de Tanzanie, du Zimbabwe, d'Afrique du Sud, du Malawi et de la République démocratique du Congo<sup>34</sup>. La SADC s'est engagée à apporter une « réponse régionale globale », dont les observateurs ont supposé qu'elle se traduirait par le déploiement d'une force régionale. Mais, autre signe d'ambivalence, le président mozambicain n'a pas participé au sommet, ce qui a affaibli la perception d'un objectif collectif. En fait, la principale contribution du sommet semble avoir été de démontrer qu'une action unifiée de la SADC n'était toujours pas envisagée, malgré une coordination plus étroite de l'action militaire des gouvernements et le partage des renseignements.

De fait, la préférence de Nyusi semble être d'éviter ou, du moins, de limiter fortement toute forme d'implication

29. Pjor Sauer (2019) 'In push for Africa, Russia's Wagner mercenaries are out of their depth in Mozambique' Moscow Times 19 November, <https://www.themoscowtimes.com/2019/11/19/in-push-for-africa-russias-wagner-mercenaries-are-out-of-their-depth-in-mozambique-a68220>

30. Amnesty International (2021) 'What I Saw is Death: war crimes in Mozambique's forgotten cape', 2 mars Mozambique: "What I saw is death: War crimes in Mozambique's forgotten cape | Amnesty International

31. Tonderayi Mukeredzi (2020) 'Mozambique's Insurgency is a Regional Problem' Foreign Policy <https://foreignpolicy.com/2020/07/01/mozambique-islamist-insurgency-regional-problem-cabo-delgado/>

32. Institute for Security Studies, 'Mozambique insurgency requires urgent response from SADC and AU', 13 August 2020, <https://issafrica.org/about-us/press-releases/mozambique-insurgency-requires-urgent-response-from-sadc-and-the-au>; Theo Neethling (2020) 'Why South Africa has a keen interest in extremist violence in northern Mozambique', The Conversation, <https://theconversation.com/why-south-africa-has-a-keen-interest-in-extremist-violence-in-northern-mozambique-140745>

33. Marko Svcevic (2020) 'The Legality of a SADC Intervention in Cabo Delgado in the absence of Mozambican Consent', OpinioJuris 2 novembre, <https://opiniojuris.org/2020/11/02/the-legality-of-a-sadc-intervention-in-cabo-delgado-in-the-absence-of-mozambican-consent/>

34. Communauté de développement de l'Afrique australe (2020), « Communiqué du sommet extraordinaire de la Troïka de l'Organe, plus les pays contributeurs de troupes à la brigade d'intervention de la force de la MONUSCO, la république démocratique du Congo et la république du Mozambique du 27 novembre », <https://www.sadc.int/news-events/news/communiqu-e-extraordinaire-organ-troika-summit-plus-force-intervention-brigade-troop-contributing-countries-democratic-republic-co/>

internationale, qu'il s'agisse de la SADC ou d'autres acteurs internationaux. À titre d'exemple, les discussions avec le ministre portugais de la Défense, João Gomes Cravinho, en décembre 2020, n'ont abouti qu'à un engagement de Lisbonne à dispenser une formation aux forces armées mozambicaines. Les États-Unis et la France ont tous deux manifesté leur volonté de jouer un rôle dans la sécurité de la région, avec la présence française sur l'île de Mayotte offrant un emplacement pour les opérations de surveillance et de patrouille navales au large des côtes<sup>35</sup>. Total, un acteur majeur dans les gisements de gaz naturel offshore, a fait appel à d'anciens légionnaires français pour assurer la sécurité de son usine LGN nouvellement construite sur la péninsule d'AFungi. Fait inquiétant pour le Mozambique, il a été question que Total transfère ses opérations logistiques, ainsi que ses employés, à Mayotte, mais en février, Total s'est à nouveau engagé à conserver sa base logistique à Pemba. La violente attaque d'un hôtel fréquenté par des travailleurs contractuels dans la banlieue de Palma le 24 mars 2021, qui a fait des dizaines de morts dont de nombreux étrangers, a toutefois marqué un revirement de cette position.<sup>36</sup>

Le conflit dans le nord du Mozambique, qui s'est étendu aux villes frontalières de Tanzanie, continue de saper la paix, la stabilité et le développement de la région. Comme l'a montré le récent sommet de la SADC en avril, si des pays comme le Zimbabwe sont prêts à agir individuellement, la « responsabilité de l'organisation d'aider (un) État membre menacé par le terrorisme » ne s'est pas encore traduite par une intervention collective directe.<sup>37</sup> Le gouvernement mozambicain se montre, pour l'instant, réticent à faire appel à des ressources régionales et internationales importantes. Comme les Mozambicains le savent eux-mêmes de par leur propre histoire, les insurrections et les conflits dans des régions apparemment éloignées du pays peuvent avoir des conséquences imprévisibles. Même avec des actions régionales et internationales prospectives, la seule solution viable à long terme au conflit est de s'attaquer aux inégalités structurelles à Cabo Delgado, d'aider les communautés locales touchées et de transformer les opportunités économiques régionales en moyens de subsistance améliorés.

35. ACLED (2021) Cabo Ligado Weekly 25-31 January, <https://acleddata.com/2021/02/02/cabo-ligado-weekly-25-31-january-2021/>; Joseph Hanlon (2020) 'US and France look to move in', Mozambique News Reports and Clippings, 27 July 2020, <https://allafrica.com/stories/202007270639.html>

36. Francis Debeaupuy, Paul Burkhardt and Borges Nhamire (2021) 'Total suspends 20 bn LNG project in Mozambique indefinitely', Aljazeera 26 April, <https://www.aljazeera.com/economy/2021/4/26/total-suspends-20bn-lng-project-in-mozambique-indefinitely#:~:text=Total%20suspends%20%2420BN%20LNG%20project%20in%20Mozambique%20indefinitely,-French%20energy%20giant&text=French%20energy%20giant%20Total%20SE%20suspended%20its%20%2420%20billion%20liquefied,by%20Islamic%20State%20linked%20militants.>

37. Southern African Development Community (2021) 'SADC has responsibility to help Member State under terrorist threat', press release, 29 April, <https://www.sadc.int/news-events/news/sadc-has-responsibility-help-member-state-under-terrorist-threat/>; Own Gagare (2021) 'Zimbabwe secretly deploys combat personnel to help Mozambique fend off insurgents' City Press 19 April, <https://www.news24.com/citypress/news/zimbabwe-secretly-deploys-combat-personnel-to-help-mozambique-fend-off-insurgents-20210418>

## À propos des auteurs

### Chris Alden

Chris Alden est professeur de relations internationales à la London School of Economics and Political Science (LSE) et directeur du LSE IDEAS. Il occupe un poste d'associé de recherche senior à l'Institut sud-africain des affaires internationales (SAIIA). M. Alden a effectué des recherches et publié des ouvrages et des articles sur les questions de sécurité et de développement au Mozambique pendant plusieurs années, ainsi que sur les puissances émergentes en Afrique.

### Sérgio Chichava

Sérgio Chichava est chercheur senior à l'Institut d'études sociales et économiques (IESE) au Mozambique, où il dirige un programme de recherche sur les puissances montantes et le développement. Ses travaux actuels portent sur les dimensions internationales de la crise de Cabo Delgado. M. Chichava a été maître de conférences en sociologie politique et en politique mozambicaine à l'université Eduardo Mondlane de Maputo et a bénéficié de bourses de recherche à l'université d'Oxford et à la LSE. Il est titulaire d'un doctorat en sciences politiques de l'université de Bordeaux, axé sur la politique africaine.

## À propos du Policy Center for the New South

Le Policy Center for the New South: Un bien public pour le renforcement des politiques publiques. Le Policy Center for the New South (PCNS) est un think tank marocain dont la mission est de contribuer à l'amélioration des politiques publiques, aussi bien économiques que sociales et internationales, qui concernent le Maroc et l'Afrique, parties intégrantes du Sud global.

Le PCNS défend le concept d'un « nouveau Sud » ouvert, responsable et entreprenant ; un Sud qui définit ses propres narratifs, ainsi que les cartes mentales autour des bassins de la Méditerranée et de l'Atlantique Sud, dans le cadre d'un rapport décomplexé avec le reste du monde. Le think tank se propose d'accompagner, par ses travaux, l'élaboration des politiques publiques en Afrique, et de donner la parole aux experts du Sud sur les évolutions géopolitiques qui les concernent. Ce positionnement, axé sur le dialogue et les partenariats, consiste à cultiver une expertise et une excellence africaines, à même de contribuer au diagnostic et aux solutions des défis africains.

Les opinions exprimées dans cette publication sont celles de l'auteur.



### Policy Center for the New South

Suncity Complex, Building C, Av. Addolb, Albortokal Street,  
Hay Riad, Rabat, Maroc.

Email : [contact@policycenter.ma](mailto:contact@policycenter.ma)

Phone : +212 (0) 537 54 04 04 / Fax : +212 (0) 537 71 31 54

Website : [www.policycenter.ma](http://www.policycenter.ma)